

L'ECOLE, LES QUARTIERS DEFAVORISES, L'IMMIGRATION :

ROLE ET PERSPECTIVES DES ASSOCIATIONS

J. P. PFISTER

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION : Problème de société, enjeu national	1 à 3
I - LA SITUATION GENERALE : Vers un vrai débat national	4 à 8
- l'enjeu pour la démocratie	
- la culture des élèves, la formation des maîtres	
- idées simples, pratiques confuses, espoirs	
- la question cruciale : des maîtres qualifiés, plus nombreux, mieux considérés	
II - LES ENFANTS ISSUS DE L'IMMIGRATION : Problèmes à résoudre	9 à 19
- l'immigration vue comme une trajectoire	
- l'éducation et les ruptures en chaîne	
- les ruptures enfant, famille, école, société	
- rapport BERQUE, politique CHEVENEMENT	
- les constats fondamentaux	
- la contradiction : langue et culture d'origine et langue française	
- idées- force pour une large adhésion	
CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS	20 à 23

ANNEXES (fascicule séparé)

Il s'agit d'une première réflexion , tentative de synthèse d'un problème difficile, constituée à ce stade de notes, de dossiers de presse personnels, de lectures et d'une méditation sur quelques responsabilités exercées, sur le terrain, ou, ce qu'il est convenu d'appeler, à des niveaux plus élevés.

L'auteur n'a qu'une seule excuse : celle d'une très forte conviction. Rien ne sera résolu sans une très ambitieuse politique de l'éducation pour la décennie à venir, reposant sur une large base nationale, -"d'identité nationale" comme aurait pu le dire Fernand BRAUDEL- mais délibérément ouverte sur le monde, l'Europe et en particulier la Méditerranée.

Jean-Paul PFISTER

Novembre 1987

L'auteur demande que ce document ne soit reproduit qu'avec son autorisation expresse.

L'ECOLE, LES QUARTIERS DEFAVORISES, L'IMMIGRATION :

ROLE ET PERSPECTIVES DES ASSOCIATIONS

- = o o o = -

INTRODUCTION : Problème de société, enjeu national.

Il n'est pas une seule de nos banlieues et de leurs cités où l'échec scolaire ne soit ressenti comme une fatalité : fatalité aussi naturelle que les cages d'escaliers ou les boîtes aux lettres détériorées, les vols de mobylettes ou les incidents raciaux que chaque été nous ramène à la première page des journaux.

Images négatives, médiatiques, avec certes leur charge de vérité ; mais elles sont de plus en plus fausses : sous les apparences, les réalités des quartiers ont beaucoup changé.

Plus personne aujourd'hui ne semble contester que les multiples politiques engagées commencent à porter leurs fruits.

Si leurs sigles (1) parfois ne semblent connus que des fonctionnaires, nombre de travailleurs sociaux, de militants associatifs, d'élus locaux dans les quartiers savent quelles possibilités elles ouvrent.

.../...

(1) H.V.S. : Habitat-Vie Sociale

D.S.Q. : Développement Social des Quartiers

O.P.E. : Opération Prévention Été

L.Q.J. : Loisirs Quotidiens des Jeunes etc...

Et de fait, le refus de l'École, la violence, les déprédations ont, un peu partout, reculé ; mais rares sont encore les chiffres faisant apparaître que la réussite scolaire a clairement augmenté.

Le découragement pourrait saisir les plus engagés, et ils sont nombreux. Ne voit t-on pas, -alors qu'au plan national les effectifs des écoles primaires baissent-, ces effectifs augmenter dans les quartiers défavorisés, des écoles d'enfants immigrés se créer, des "écoles pour Arabes" se constituer ?

Pour leur échapper des familles déménagent, mettent les enfants dans des établissements privés, l'Education Nationale réagissant comme elle peut. C'est à dire peu.

Ce phénomène d'évitement a des causes complexes, il importe de le dénoncer, de l'analyser et de tout mettre en oeuvre pour l'enrayer. Le problème est difficile à résoudre.

Mais l'enjeu de société est de taille.

A-t-on fait assez attention, dans le médiocre tohu-bohu médiatique qui est notre quotidien, à quelques données, à quelques chiffres qui devraient nous inquiéter ? Parce qu'ils sont les vrais chiffres de l'avenir. L'objectif des 80 % d'une classe d'âge devant arriver au niveau du Baccalauréat en l'an 2 000, a passé sans encombre le cap du 16 mars 1986. La dure réalité d'aujourd'hui reste bien celle des 35 % qui arrivent à ce niveau. Les enfants concernés sont déjà dans nos classes primaires, dans nos classes maternelles, au demeurant parmi les meilleures du monde. Il y a là de quoi nourrir la réflexion et une grande ambition nationale. Les enfants de chômeurs d'aujourd'hui, les enfants issus de l'immigration : deuxième ou troisième génération, seront parmi les Français mieux formés de l'an 2 000, ou la nation aura regagné dans le peloton de tête des grands pays développés.

.../...

Or, la France déjà a des taux de scolarisation inférieurs par rapport aux pays de niveau comparable ; cette année le nombre de ses étudiants a régressé.

Voilà la vraie dimension du problème qui dépasse singulièrement la vie et l'activité de telle ou telle association du mouvement pédagogique, de telle ou telle association de jeunes "beurs". Certes, mais elles peuvent et doivent déjà prendre leur part à l'immense effort éducatif, vital pour l'avenir du pays. Ce problème semble enfin devoir occuper la place qu'il mérite dans notre débat national : la première.

*

*

*

I - LA SITUATION GENERALE : Vers un vrai débat national

Après les violentes secousses provoquées par les projets de réforme touchant à l'école privée, brusquement, les orientations affirmées, les mesures prises, la spectaculaire campagne d'information (Train de l'École - Vive l'École - Liberté - Egalité - Fraternité) mise en oeuvre par le successeur de M. Alain SAVARY, montraient que l'École de la République était moins malade que d'aucuns le craignaient ou l'espéraient.

Mais les querelles entre anciens et modernes allaient peser sur le moral des troupes, précisément de celles engagées dans le mouvement des zones d'éducation prioritaires lancées par Alain SAVARY dès 1982. Nombre de ceux qui, sur le terrain, n'avaient ménagé ni leur peine, ni leur enthousiasme, se sentaient abandonnés devant la volonté du nouveau Ministre, Jean-Pierre CHEVENEMENT, de reconstruire tout l'édifice éducatif avec un objectif essentiel : la transmission des connaissances. Le Ministre eut beau s'expliquer, maintenir clairement le cap, le malaise persista, attisé avec malice dans une partie de la presse.

Jointes en Annexe 1, quelques extraits de presse éloquents jalonnent cet itinéraire où apparaissent les vrais enjeux, les difficultés, les espoirs.

Un article de Laurent SCHWARTZ qui ouvre cette série met bien en lumière les données et la portée du débat.

L'enjeu pour la démocratie

Laurent SCHWARTZ note tout d'abord que parmi les pays avancés, la France se distingue par un plus grand égalitarisme en paroles, joint à une plus grande hiérarchie sociale en fait ; puis il souligne que le nivellement par le bas amène justement l'élitisme réactionnaire qu'il prétend combattre, et qu'il favorise l'accroissement des inégalités. "Car les enfants de familles aisées, ou cultivées ou simplement bien informées, peuvent en général compenser les déficiences de l'école par les ressources de leur famille : les élites deviennent héréditaires, les enfants de cadres deviennent cadres".

La culture des élèves, la formation des maîtres

"De l'école élémentaire à l'université, on a trop souvent découragé l'effort, refusé de récompenser le travail bien fait, détruit l'enseignement par des classes trop hétérogènes, remplacé l'instruction par un jeu facile et peu exigeant, remplacé l'histoire par l'éveil (utile mais pas suffisant), laissé croire qu'un jeune pourrait réfléchir sur tout sans d'abord apprendre" : voilà pour les élèves.

Pour les maîtres. "Compétence des maîtres ou qualités pédagogiques ?" Les deux à la fois, bien sûr, tout le monde est d'accord... Cependant, il y avait un redressement à faire : il fallait remettre à sa place, la première, la connaissance. Un maître qui domine une matière ne l'enseigne pas forcément bien, mais il l'enseigne généralement bien... Bien sûr, la part de la pédagogie est plus importante chez les plus jeunes, ou les élèves des zones défavorisées...

Idées simples, pratiques confuses, espoirs

Le consensus s'est progressivement fait sur quelques données évidentes :

. l'origine sociale des élèves, le statut socio-économique et culturel des parents conditionne fortement leurs perspectives de réussite scolaire.

Quelques chiffres peuvent être rappelés : si 2,4 % des enfants de cadres supérieurs et professions libérales redoublent le cours préparatoire, décisif pour la suite de la scolarité, 30 % des enfants de salariés agricoles redoublent à ce stade et 24 % des enfants d'ouvriers non qualifiés. La même détermination sociale existe pour l'accès en terminale : sur 100 élèves entrés en 6ème en 1972, 1973, 1974 et parvenus en terminale, on y trouve 73 enfants de cadres supérieurs et professions libérales et seulement 16 enfants d'ouvriers non qualifiés.

. la réussite à l'école se joue dans la phase cruciale du passage de la maternelle à la "grande école" (cours préparatoire et cours élémentaire) et de l'apprentissage de la lecture (voir annexe 1).

En ce qui concerne par contre, les enfants d'origine étrangère, le poids des idées reçues, la pesanteur des comportements tant dans le monde des syndicats que de l'administration sont encore considérables. Des signes d'évolution là aussi apparaissent et l'on est porté une fois de plus à rouvrir l'éternelle querelle des optimistes et des pessimistes. Vain débat qui caractérise bien les situations bloquées ou du moins incertaines que seul un vrai dégel, pourra ouvrir sur l'avenir. Le dégel devra être double et concernera l'immigration aussi bien que l'école.

Mais prenons d'abord les zones d'ombre : est-il concevable qu'en octobre 1987, l'Education Nationale puisse organiser une ambitieuse journée de travail (1) consacrée aux élèves en difficultés en faisant l'impasse sur l'école ? et que la question des enfants de l'immigration soit traitée sous le thème de l'intégration des élèves handicapés, au même titre que les élèves atteints de débilité ?

Une telle approche révèle bien, outre une sorte d'ignorance condescendante que la hiérarchie éducative professe à l'égard de l'école "primaire" (2), une certaine prédilection pour traiter les problèmes du second degré (3) et pour les enfants issus de l'immigration une incapacité consternante à poser le problème autrement qu'en termes de public différent et marginal.

.../...

(1) Le colloque a eu lieu le samedi 24 octobre 1987 dans des établissements des quartiers Nord de Marseille.

(2) Serait-ce aussi parce qu'il y a beaucoup de femmes institutrices ?

(3) Combien de réformes projetées ou réalisées depuis quarante ans, et combien sur le primaire ?

Du côté des rayons de soleil, des espoirs certes fragiles :

* la manière dont semble avoir évolué le débat sur le Code de la Nationalité au sein de la Commission des Sages, même s'il n'étonne que ceux qui n'ont jamais ni étudié avec sérieux la question, ni été réellement au contact des jeunes immigrés, doit être considérée comme encourageante. Les vraies questions sont posées : école, formation, logement, travail et l'idée d'un code de l'intégration gagne des adeptes (1) (voir l'article du Monde daté du 17 octobre 1987 en annexe) ;

* la prise de position du Premier Ministre affirmant la nécessité d'une loi programme dans un discours à Lyon le 15 octobre dernier et la publication la même semaine du rapport du Conseil Economique et Social "L'échec scolaire".

LA QUESTION CRUCIALE : DES MAITRES QUALIFIES, PLUS NOMBREUX, MIEUX CONSIDERES.

Que l'on nous entende bien. Il ne s'agit aucunement de faire porter aux enseignants la responsabilité de la situation ni à leurs syndicats ... encore qu'ils aient joué leur rôle dans une partition de l'immobilisme et de la confusion... dont la musique a été écrite par d'autres, ou plus exactement par toute une société et ses responsables politiques.

En effet, comment peut-on s'étonner que des bacheliers recrutés massivement et hâtivement il y a 20, 25 ans, sans formation, bénéficiaires de quelques journées pédagogiques, mal payés mais gratifiés de vacances longues et enviées, dotés d'un statut réel sans doute "globalement négatif" à en juger par les difficultés de la campagne de recrutement de l'été 1986 (2) et 1987 puissent être les maîtres d'une école démocratique de la réussite ?

.../...

(1) Certains un peu inattendus comme P.P.K. Pierre Patrick Kaltenbach dont le journaliste oublie d'indiquer qu'il est aussi Président du Fonds d'Action Sociale pour les Travailleurs Immigrés et leurs Familles.

Que les syndicats défendent, fut-ce au moyen de la sainte référence au Plan Langevin-Wallon et à l'École globale, leurs nombreuses troupes prolétarisées, quoi de plus normal ?

Combien y a-t-il eu de réformes avortées ou partielles depuis quarante ans et combien d'hommes politiques, ont-ils fait de l'École le coeur de leur ambition ?

Ainsi que le souligne le rapport du Conseil Economique et Social, le coût sera à présent élevé et quelques points de P.I.B. (Produit Intérieur Brut) seront indispensables : le C.E.S. propose trois points en quinze ans ; de plus beaucoup de courage et d'imagination seront nécessaires.

Mais l'essentiel est que partout : majorité et gouvernement, opposition (voir le plan Chevènement), syndicats, Conseil Economique et Social, le débat global soit engagé.

Il est vrai que tout le monde semble s'accorder à dire qu'en quinze ans, il faudra recruter quelques 400.000 enseignants, dont environ 150.000 instituteurs.

Mais le redressement, modestement amorcé, doit être poursuivi sur le terrain sans relâche et sans rupture, avant que l'indispensable effort de réforme radicale ne puisse porter ses fruits.

C'est un premier problème à résoudre.

II - LES ENFANTS ISSUS DE L'IMMIGRATION : Problèmes à résoudre

Entre l'urgence et la perspective à quinze ans, un travail énorme est à accomplir, où le mouvement associatif - dans ses traditions, ses renouvellements, ses faiblesses et ses forces, sa diversité - doit pleinement jouer son rôle. Beaucoup d'efforts seront nécessaires, dont les plus importants doivent viser deux objectifs principaux :

1. - clarifier les idées sur la réalité des "jeunes issus de l'immigration", en n'oubliant jamais que trois sur quatre de ces jeunes sont nés en France, et que leurs problèmes ne peuvent être assimilés à ceux des primo-arrivants, de moins en moins nombreux qui viennent en France au titre du regroupement familial ou de l'asile politique.

Il faut dépasser ainsi la contradiction factice de l'explication culturelle ou linguistique opposée à l'explication sociale, et aider ainsi l'institution Education Nationale à maîtriser une meilleure connaissance d'une réalité diverse et évolutive ;

2. - procéder à une analyse exigeante et rigoureuse du concept de "l'interculturel".

Il faut se reporter à cet égard à un article du Monde où il était question de "pédagogie du couscous", et en contrepoint tant au rapport de Jacques BERQUE "L'immigration à l'Ecole de la République" qu'au récent livre d'Hubert HANNOUN "Les ghettos de l'Ecole, pour une éducation interculturelle".

Il s'agira en réalité de relier entre elles ces deux approches trop souvent dissociées, les contradictions ne pouvant être surmontées que dans une synthèse traduite dans une action d'ensemble de nature politique, scrupuleusement et patiemment mise en oeuvre sur le terrain.

L'analyse la plus intéressante car la plus complète et la plus concise sera reprise d'un rapport présenté par M. Ali MEKKI, responsable de l'Office Départemental des Communautés Etrangères des Alpes de Haute Provence ; "Situation du fait migratoire dans les Alpes de Haute-Provence - faits et chiffres - Février 1987".

Cette étude est particulièrement précieuse car nourrie de préoccupations d'action pratique et d'une connaissance intime des réalités quotidiennes, elle tente d'utiliser clairement et de manière cohérente les acquis théoriques tant de spécialistes reconnus de l'immigration que de la psycho-sociologie de l'éducation.

Analysant le regroupement familial au cours des années 1984, 1985 et 1986, après avoir relevé les deux difficultés immédiates et concrètes : l'isolement total des familles et une scolarisation des enfants défectueuse, -en contradiction avec les textes-, consacre un développement exhaustif (1) au : "Troisième problème d'importance : la transplantation d'un univers culturel à l'autre et ses conséquences".

L'on tentera ici d'en opérer une synthèse aussi courte et compréhensible que possible.

L'immigration vue comme une trajectoire

Elle doit être considérée comme une trajectoire, et non comme un phénomène à considérer à son point d'aboutissement, dans la société d'accueil où les explications se polarisent alors, soit sur l'exclusion et le handicap soit sur l'intégration (2) par les grands mouvements sociaux et politiques de la société française.

.../...

(1) L'ensemble est reproduit in extenso en annexe.

(2) La première relève du discours courant, notamment institutionnel et associatif, la seconde est celle d'Adil JAZOULI "L'action collective des jeunes maghrébins de France" CIEMI L'HARMATTAN.

Référence est faite aux travaux d'Abdelmalek SAYAD et notamment à son étude "Les trois âges de l'immigration algérienne en France". Dans le phénomène migratoire, tout le monde se ment quelque peu, à soi même et aux autres.

"La société d'accueil tout d'abord, qui a intérêt à entretenir ainsi l'illusion d'une immigration relativement inoffensive qui ne perturbe en rien l'ordre moral, politique et social et qui permettait de recevoir et d'utiliser les émigrés d'autant plus facilement qu'il était admis qu'ils ne faisaient que transiter.

La société d'origine utilisait aussi ces représentations pour masquer le fait que pour assurer sa sauvegarde et sa perpétuation, elle déléguait certains de ses membres à la fonction d'émigrer. Ce qui rapportait des sommes considérables en devises.

Les immigrés eux-mêmes, s'en servaient pour masquer les contradictions de leur situation même du caractère provisoire de leur séjour alors qu'il avait toutes les chances d'être définitif.

Lorsqu'on évoque l'immigration aujourd'hui en 1987 force est de constater l'embarras de tout le monde. Ce tout le monde occultait les effets indirects et différés du phénomène migratoire, c'est-à-dire ses effets négatifs pour en retenir et en retirer que les avantages immédiats."

Et ainsi les malentendus se pérennisent et parfois se développent : la société d'accueil s'étonne de devoir payer un prix social alors qu'elle pensait ne disposer que d'une force de travail bon marché et sans aucun surcoût ; les sociétés d'origine croyaient pouvoir disposer indéfiniment de ressources monétaires dont elles avaient besoin ; les immigrés enfin occultent leurs difficultés en laissant croire à un mythique retour.

.../...

Aussi dans cette conception très réaliste d'une trajectoire, ce qu'il convient de prendre en compte par une action sociale globale c'est une série de ruptures :

- entre le migrant et la société d'origine
- entre la famille et les enfants
- les enfants et l'école
- les enfants et la société.

L'éducation et les ruptures en chaîne

- Traits marquants de la société d'origine

Ali MEKKI centre son analyse sur le Maghreb dont il souligne "l'unité culturelle" qui en fait une "unité cohérente" malgré les diversités.

Reprenant des travaux de BOUCEBSI (1) et de Nefissa ZERDOUMI (2), Ali MEKKI rappelle le rôle du père qui, de droit divin, "commande" ; s'il est le "maître de la maison" il n'est pas, en réalité, le "maître dans la maison", car l'éducation des enfants est entièrement dévolue aux mères. "La femme n'obtient un statut respectable que lorsqu'elle devient mère du maître de maison, ... maîtresse du monde des filles et des brus"... traditionnellement l'épouse étant domiciliée chez ses beaux parents, l'héritage étant réservé aux hommes, le patrimoine reste indivisible dans l'organisation agricole traditionnelle.

.../..

(1) BOUCEBSI "Psychiatrie, Société, développement en Algérie".

(2) N. ZERDOUMI "Enfants d'hier. L'éducation de l'enfant traditionnel algérien": Edition Maspéru

Les relations du petit enfant avec sa mère ou un personnage de la famille élargie sont intenses : il est en sécurité, ses désirs sont satisfaits. Le sevrage intervient, par contre de façon inopinée, généralement à la proche venue d'une autre enfant. Le petit garçon reste entouré de femmes jusqu'à la circoncision, entre cinq et sept ans. Quant aux petites filles, elles apprennent l'obéissance et le respect de l'homme, dans l'attente d'un statut valorisé quant elles seront à leur tour mère.

- Les perturbations dans la société d'accueil

Le nouvel environnement affecte les relations dans la cellule familiale : le groupe familial est ramené à la famille nucléaire et l'enfant, en cas de défaillance du père ou de la mère, n'a plus les possibilités d'une identification de substitution qui soit au sein du même univers affectif ou culturel.

S'y ajoute, plus grave encore, la dévalorisation de l'image paternelle liée à plusieurs faits :

- le rôle externe, traditionnel, du père est rendu difficile et c'est souvent l'enfant qui, scolarisé, parle et écrit le français, et se trouve ainsi survalorisé ;
- le rôle social disparu, le rôle économique lui-même, -généralement réduit à une fonction manuelle-, est peu valorisée dans la société d'accueil ;
- le père alors se dénigre lui-même aux yeux de ses enfants en leur demandant "de ne pas devenir comme lui" et " de travailler donc à l'école".

.../..

- Les ruptures enfant, famille, école, société

Ali MEKKI souligne, en contrepoint de ces perturbations qui affectent la famille traditionnelle, les difficultés particulières pour l'enfant et l'adolescent de construire dans la continuité sa personnalité et son identité. Il se fonde sur les travaux de Gérard MENDEL (1) d'Erik M. ERIKSON (2) pour rappeler que l'adolescent doit percevoir cette continuité dans une progression logique entre ce que les années d'enfance ont fait de lui -sa personnalité psycho familiale- et ce qu'il pourra être dans le futur. Il doit pouvoir se représenter son rôle et sa place dans la société, il doit pouvoir anticiper.

Or, dans la **famille**, l'image du père étant fortement dévalorisée, l'enfant a de la peine à assurer sa personnalité psycho familiale. Dans la **société**, -la rue, les médias, les copains- "l'hostilité" liée à "l'époque coloniale et ses conséquences" rend malaisée la construction de la personnalité sociale.

L'enfant, l'adolescent va donc chercher des modèles dans la société d'accueil sans avoir à choisir entre deux cultures, sa culture maghrébine étant en réalité vécue comme une culture inférieure.

Ali MEKKI estime ainsi qu'il s'agit moins de double appartenance culturelle, **que de double non appartenance**, moins de choix déchirant que de d'absence de cohérence et de continuité.

.../..

(1) Gérard MENDEL : "La crise est politique, la politique est en crise".
Editions PAYOT

(2) Erik M. ERIKSON "Adolescence et crise" Editions Flammarion

- 15 -

Or, tout individu a besoin de se reconnaître dans son enfance, d'être reconnu par les autres et d'en avoir conscience.

L'école dans ce processus ne joue pas un rôle qui facilite les continuités : le français, langue unique d'enseignement, imposé à tous, nie par là même la langue des parents, donc les parents ; s'y ajoutent les contenus et formes d'enseignement "arbitraire culturel" imposé par "un pouvoir arbitraire"(1). Pour réussir donc il faut que l'enfant soit à même de réduire la distance entre son univers culturel familial et la culture imposée par l'école.

Pour clore enfin sa démonstration, Ali MEKKI recourt aux travaux de Jean Pierre ZIROTTI qui montrent combien et comment l'école "tend à marginaliser les "enfants immigrés" sur la base d'une aliénation déséquilibrante de l'identité collective".

Sévère démonstration au total, mais d'autant plus solide et pertinente qu'Ali MEKKI, parfaitement honnête, nuance, pour terminer son propos : "... car beaucoup d'enfants issus de l'immigration (mais non une majorité c'est vrai) réussissent quand même à l'école. Il est vrai aussi que cela ne tient pas uniquement à l'École mais à des conditions plus favorables pour certains enfants que pour d'autres au niveau de l'habitat, de l'ancienneté de l'immigration, de la condition socio-économique, des disponibilités des parents et surtout au désir qu'a l'enfant de "s'assimiler". Ce désir bien sûr est fonction de sa position particulière par rapport à la reconnaissance et surtout à la reconnaissance de sa réussite.

.../..

(1) Travaux de Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON en particulier "Les Héritiers" Editions de Minuit 1966 et "La Reproduction" 1970

Ces remarques réalistes formulées au terme d'une explication aussi cohérente et complète, nous paraissent justement capitales. Elles permettent, en effet, de bien situer, par rapport à une réalité complexe et mouvante, le rapport de Jacques BERQUE et la traduction politique qu'en a faite Jean-Pierre CHEVENEMENT, alors Ministre de l'Education Nationale, dans le plan annoncé le 19.12.85.

Rapport BERQUE, politique CHEVENEMENT

Car il est clair que, sans aucun doute, une action efficace est possible, à condition que soient repris quelques constats fondamentaux, qu'aucune contradiction ne soit esquivée quant à la portée des réflexions et des mesures BERQUE-CHEVENEMENT et qu'enfin les idées-forces de cette politique puissent susciter de larges adhésions.

Les constats fondamentaux

Ils sont de deux ordres :

- . Les enfants immigrés ne sont pas seuls à échouer à l'Ecole : comme cela a bien été relevé dans la presse. Lors de l'annonce des réformes concernant l'école primaire, en Février 1985, il n'y a que 35 % de scolarités normales parmi les enfants d'étrangers ce qui signifie, grossièrement, que deux sur trois entrent dans un processus d'échec ; mais les enfants "français" sont 54 % à avoir une scolarité sans retard, un sur deux étant ainsi plus ou moins sur la voie de l'échec.

Par la force même de ces chiffres, un rapport et une politique axés sur les seuls enfants de l'immigration, ne pouvaient pas ne pas être marqués d'une certaine ambiguïté.

- . L'initiative CHEVENEMENT-BERQUE, politiquement sans précédent (aucune initiative générale n'avait été prise à ce niveau), risque aussi de rester sans suites.

En effet, si sur sur le moment, la télévision avait assuré une excellente couverture du plan CHEVENEMENT, la presse écrite a été moins ouverte. Les preneurs d'otages -parmi lesquels un harki- au tribunal de Nantes avaient relégué l'annonce de la nouvelle politique dans une page interne du Monde. Dès lors se trouvaient escamotées la philosophie, les fondements de l'action, et la crédibilité de celle-ci ; nombreux ont été les commentateurs qui ont souligné l'absence de mesures d'accompagnement financières.

Ironie du sort, le problème n'était sûrement pas dans le financement des mesures -peu coûteuses et prévues dans les crédits ordinaires- mais dans le changement de mentalités et de pratiques, tant dans la société que dans l'institution scolaire, que la politique annoncée impliquait.

A distance, il est intéressant d'ailleurs, et très révélateur de voir comment l'initiative CHEVENEMENT est perçue et décrite par l'auteur de "Cités interdites"(1) (cf. extrait en annexe 2, la description passionnante et réaliste des jeunes de l'immigration des quartiers Nord de Marseille).

La contradiction : langue et culture d'origine ou priorité à la langue française

Fernand BRAUDEL et Jacques BERQUE étaient amis, et c'est pourquoi il me paraît juste de rapprocher l'interview donnée par le premier dans le Monde (2), de l'affirmation centrale du second dans son rapport.

Il est vrai qu'il y a inévitablement basculement dans une langue et une culture "dominante", ou plus réellement dans la langue et la culture du pays où l'on va vivre et... dont on aura tôt ou tard la nationalité. Et Fernand BRAUDEL, cité par le Ministre à la fin de son discours, ressentait sans aucun doute profondément ce que pouvait avoir de riche et d'émouvant pour nous ce passage, cette transition au Français :

(1) M. LEMOINE : "Cités interdites", page 100 et suite.

(2) Article repris en annexe.

"C'est une jeune algérienne, française de la seconde génération, étudiante, qui dit à la radio -vous l'avez peut-être entendue vous-même- sa peine, sa mauvaise humeur, la difficulté obstinée de sa vie. Et elle le dit dans un français tellement parfait, élégant, sans accent, sans faute (l'école française a encore du bon), que j'ai subitement la conviction joyeuse et sans doute absurde que, pour elle au moins, la réussite est au bout du chemin".

"Mais qui aujourd'hui, deux ans après la mort de Fernand BRAUDEL, pourrait nier que "les francophonies" sont en marche dans les réalités et dans les institutions ?
(1).

Idées-forces pour une large adhésion

Dès lors que la question de "l'identité française", non seulement n'est pas éludée mais est posée avec la clairvoyance et la générosité braudélienne, l'autre question centrale me paraît être celle de la reconnaissance, question qui est bien au coeur de la problématique décortiquée par Ali MEKKI.

La réponse apportée dans le plan CHEVENEMENT se situait à plusieurs niveaux :

- d'abord celui fondamental du **droit**, de l'égalité républicaine devant le service public de l'éducation ; mais qui n'a remarqué que dans les manifestations des étudiants et des lycéens de Décembre 1986, où les "Beurs" étaient très présents, la revendication de l'égalité de droit était plus fondamentale et vivace que le droit à la différence ?
- celui ensuite des **pratiques**, de la **mobilisation effective du service public** : en effet s'il est vrai que les enfants issus de l'immigration ne sont qu'une partie d'un ensemble plus vaste d'enfants de milieux défavorisés, ils sont un peu plus marginalisés par les structures mêmes, qu'elles soient spécifiquement mises en place pour eux (CLIN, CLAD) ou qu'elles soient abusivement utilisées pour les orienter (SES, CPPN).
- celui enfin de l'ouverture de toute la société française aux grandes langues, cultures et civilisations avec lesquelles l'immigration nous met en relation, à commencer par le monde arabe et le monde lusophone.

(1) L'attribution du prix Goncourt 1988 à Tahar BEN JELLOUN, chargé d'un projet important du plan CHEVENEMENT (voir plus loin), est à mon sens un moment fort. Même si les jeunes "Beurs" en sont irrités : peut-être devons-nous aussi contribuer à recomposer leur histoire récente pour leur dignité et la nôtre.

Il fallait donc :

1. s'efforcer de mieux connaître les réalités et les évolutions de l'immigration, - et, dans "reconnaître" il y a connaître : renforcement de "la rue de Grenelle" où une seule personne (!) était chargée de l'immigration, et rattachement des CEFISEM aux recteurs telles étaient les mesures préalables indispensables.
2. agir sur les procédures d'affectation et d'orientation pratique, qui restaient presque complètement à déterminer, tant la réalité était complexe et peu étudiée, sauf par Jean-Pierre ZIROTTI, universitaire franc tireur, précité ;
3. offrir des ouvertures à la fois concrètes et symboliques, sur des voies et des images de promotion, et pour l'ensemble du pays sur les grandes langues et cultures du monde auxquelles l'immigration et notre histoire nous rattachent.

A noter que les voies individuelles et collectives devaient être ouvertes à tous, Français et Immigrés : à ce titre étaient prévues les filières de lycée franco-arabe et franco-portugaise, la coopération Education Nationale avec l'Institut du monde arabe, la réalisation d'une série d'ouvrages sur les grandes aires culturelles... Tahar BEN JELLOUN avait commencé à travailler sur le monde arabe, l'inclusion d'auteurs comme Kateb YACINE (1) dans les programmes des collèges, toutes ces mesures relevaient d'une même volonté d'irriguer et d'ouvrir de manière nouvelle la société et la culture françaises. Elles appelaient beaucoup d'autres initiatives qui ne pouvaient et ne devaient se limiter aux seules actions Ecoles-Quartiers des banlieues !

Mais le Ministre avait clairement répété que celles-ci aussi étaient nécessaires! Mais à coup sûr pas suffisantes.

(1) L'auteur n'est toutefois pas naïf et en a fait l'expérience ; en septembre 1985 dans une grande librairie de La Canebière, le nom même de Kateb YACINE n'était pas connu.

CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

En reprenant la trame des analyses d'Ali MEKKI entrecroisant, immigration, éducation, construction de la personnalité de l'enfant et de l'adolescent, notre propos est de soumettre à la réflexion une explication cohérente mais ouverte. Car, la réalité de l'immigration est fort diverse et en rapide évolution : c'est la troisième génération qui se trouve déjà dans nos maternelles. Et il me paraît utile à ce stade pour pouvoir précisément formuler, à l'intention d'"Echanges Méditerranée", des propositions pratiques, d'éclairer des réalités fortement contradictoires, reflet même des mouvances et des contradictions de l'immigration et de notre société.

- . Tout d'abord la réussite scolaire dans les familles immigrées : "l'échec du plus grand nombre n'exclut pas la réussite de certains", comme le souligne Zaiha ZEROULOU (1), dont les travaux montrent clairement combien l'origine, la trajectoire et la réussite de l'insertion des parents influent la réussite scolaire des enfants. Voilà donc des remarques qui éclairent bien le mouvement de l'immigration vers un basculement dans le pays d'accueil.
- . A l'inverse, et, toujours sur le terrain, l'on ne peut pas ne pas être frappé par les contradictions dans lesquelles se débattent et les CEFISEM et les enseignants de langue et culture d'origine (2). Dans le même numéro de la revue précitée on relève quelques indications à méditer. Le nombre d'enfants suivant des cours de L.C.O. est en baisse sensible d'une année sur l'autre. L'implantation des cours traduit une géographie de proximité frontalière pour les vieilles immigrations européennes, - italienne, espagnole -, les quelques actions réussies : bilinguisme ouvert à tous comme à l'Ecole de la rue Vitruve à Paris, ou encore la politique d'ensemble développée dans cet esprit dans l'Académie de Lille, expérience d'ailleurs non évoquée dans cette revue, ou action d'ouverture culturelle dans la ligne du rapport de Jacques BERQUE, se situent hors du cadre des accords bilatéraux.

(1) In "Pourquoi", mai 1987 n° 225 pp 28 à 31 "Familles immigrées la réussite".

(2) L'enseignement des L.C.O. à l'école pp 20 à 23 - Jean-Pierre CHAOUI.

Ceux-ci, en effet, étaient largement inspirés par l'idée déclarée de favoriser d'importants retours, et celle moins avouée de contrôler l'immigration : nous étions en 1973-1975, tout juste après le premier choc pétrolier.

De même, les CEFISEM - dont de nombreux formateurs ont effectué un travail admirable - se trouvent également pris dans les contradictions : confrontés à la dimension sociale de l'échec scolaire - "envoyez-nous le fils de l'ambassadeur du Maroc et nous n'aurons aucune difficulté" disent des formateurs du CEFISEM de Marseille, leur mission "interculturelle" ne peut s'inscrire avec suffisamment d'efficacité dans la structure même de l'Education Nationale. La nouvelle réforme en gestation illustre bien un malaise qui ne peut aller que croissant, avec l'enracinement des diverses immigrations.

- . De fait, seul le dépassement des contradictions ; origine-accueil, culture dominée-culture dominante, et un dépassement, voulu politiquement et traduit dans la politique extérieure du pays, une action ouverte des francophonies, fondée sur la conception braudélienne de "l'identité française" permettra de donner un nouvel élan aux multiples initiatives de terrain.

C'est dans ce contexte que nous estimons qu'"Echanges Méditerranée devrait prendre deux initiatives :

- faciliter un débat de portée nationale et méditerranéenne sur le défi éducatif du 21e siècle ;
- animer sur le terrain, corollairement un réseau d'observation des évolutions migratoires, éducatives et culturelles, sur l'ensemble de la façade méditerranéenne ou du Grand Sud.

1. Le débat national sur l'enjeu éducatif

Ce débat précisément est difficile du fait de la fragmentation des points de vue spécialisés, corporatistes voire "ethnocentristes". Mais "Echanges Méditerranée" (avec un E, comme Education) réunit assez de qualifications et responsabilités variées pour être un terrain de rencontre entre personnalités politiques, scientifiques, universitaires et enseignants, cadres et chefs d'entreprises et militants de terrain pour être un lieu vivant et pluriel de débat et de progrès (1).

Visée ambitieuse à la jonction de la double perspective de l'éducation du 21^e siècle et, d'une nouvelle ouverture de la culture française au monde "islamo-méditerranéen", elle nécessitera une préparation aussi minutieuse qu'imaginative mais peut à mon sens parfaitement s'inscrire dans la vocation de Marseille, métropole franco-méditerranéenne (voir annexe 3).

2. L'animation sur le terrain d'un réseau d'observation sur les migrations et leur dimension éducative et culturelle

A ce sujet plusieurs remarques s'imposent :

- la multiplication des "observatoires" de toutes sortes n'est pas un phénomène de mode : elle répond au besoin, né de la crise et de la décentralisation, et complète l'approche statistique d'une connaissance plus riche des évolutions et d'une compréhension des phénomènes naissants : elle traduit la connaissance que nous avons pris de la complexité des interférences et des enchaînements des décisions de tous niveaux :

(1) Que les responsables songent aussi à remobiliser les associations filles ou sœurs et à ouvrir les fenêtres et les portes, réellement, à toutes les "secondes générations".

- les réseaux d'observation ainsi organisés pourraient, par la nature même d'"Echanges Méditerranée", associer tous ces jeunes des diverses deuxième générations, présentes dans les régions du Sud, souvent remarquables et passionnées, ce que des structures plus classiques - même très à gauche - ont encore beaucoup de mal à faire. Il est urgent - et tout-à-fait possible - de lancer une opération "Echange Méditerranée Plus" (1).
- une autre mutation nécessaire à "Echanges Méditerranée", dans cette perspective, implique qu'elle développe sa capacité de coopérer avec d'autres associations, d'animer sans nécessairement fédérer.

Ces remarques formulées, il apparaît qu'"Echanges Méditerranée" pourrait se charger de développer et d'enrichir une partie du travail de réflexion engagé par la 3 C.I., qui pourrait d'ailleurs être partie prenante dans ce réseau sur les "nouveaux espaces migratoires" et leur dimension culturelle.

Cette ambition aussi devrait être imaginative et en particulier être très attentive à l'accélération des utilisations et possibilités des nouvelles technologies de communication.

Ces deux initiatives reliées entre elles, pourraient aussi très fortement intéresser, au-delà des instances nationales, la Communauté Européenne.

(1) Peut-être même serait-ce une occasion de sursaut !